

LES CONTRE-ATTAQUES ENNEMIES N'ENRAYENT PAS NOTRE AVANCE ENTRE LA MARNE ET L'OURCQ

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.803 — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

Mardi
23
JUILLET
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20. — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ: 11, B^d des Italiens. - Tél.: Gut. 12-45
:: PIERRE LAFITTE FONDATEUR ::

DEUX VAINQUEURS : LE CHEF DE LA DEFENSIVE ET LE CHEF DE LA CONTRE-ATTAQUE



LE GÉNÉRAL GOURAUD QUI COMMANDE DEVANT REIMS
Gouraud, Mangin : deux noms aimés des soldats français, deux noms qui resteront définitivement associés à la deuxième bataille de la Marne. C'est le général Mangin qui a eu l'honneur et le très grand mérite de lancer sur le flanc droit de l'ennemi notre



LE GÉNÉRAL MANGIN QUI COMMANDE SOUS SOISSONS
contre-offensive victorieuse qui nous a laissé plus de 20.000 prisonniers et 400 canons; mais si cette manœuvre a été possible, si elle a réussi, c'est parce qu'à l'aile opposée cet autre grand Africain qu'est le général Gouraud a su briser les furieux assauts de l'ennemi.

ENTRE LA MARNE ET L'OURCQ

DE PUISSANTES CONTRE-ATTAQUES ENNEMIES
N'ONT PU ENRAYER NOTRE PROGRESSION

NOTRE SUCCÈS SE DÉVELOPPE AU NORD DE CHATEAU-THIERRY

*Entre la Marne et Reims, de durs combats se sont déroulés
qui n'ont donné aucun résultat aux Allemands.*

Les Allemands ont lancé, hier, de fortes contre-attaques entre l'Aisne et la Marne, sans parvenir à se dégager de notre étreinte. Ils sont contraints eux-mêmes d'avouer que la route de Soissons à Château-Thierry a été atteinte par nous vers Villemontoire et Tigny, au sud de Soissons. Entre l'Ourcq et la Marne, nous avons dépassé les villages de Griselles, Epieds, Mont-Saint-Père. De l'autre côté de la poche où ils se débattaient, nos soldats et leurs camarades britanniques et italiens ont continué de progresser, malgré une résistance acharnée et un terrain difficile, dans la montagne de Reims.

Il semble bien, comme nous l'indiquions hier, que les forces qui tentent ainsi de contenir notre avance n'ont d'autre mission que de garder les chemins qui mènent du sud au nord, et notamment les nœuds très importants de Fère-en-Tardenois et de Fismes; la première de ces petites villes serait menacée aussitôt que nous aurions atteint Oulchy-le-Château; la seconde se trouverait dans le même cas du jour où nous déboucherions de la montagne de Reims dans la vallée de l'Ardre. La retraite des troupes engagées plus au sud deviendrait désastreuse.

Cette retraite, le commandement ennemi y songe certainement, car nous avons franchi la Marne en plusieurs points entre Château-Thierry et Dormans.

La lutte d'artillerie a été très vive sur tout le front de Champagne. Aucune action d'infanterie n'a suivi jusqu'à présent. Il serait assez curieux que les Allemands tentassent de revenir à l'attaque sur le terrain même où ils ont subi, le 15 juillet, un sanglant échec.

L'impression de la dernière journée est donc aussi nettement favorable pour nous que celle des précédentes. Les Allemands sont serrés entre l'Aisne et la Marne et ne savent comment se tirer de ce mauvais pas. Pour diminuer le désastre, ils sacrifient leurs troupes d'élite en des combats d'arrière-garde. N'est-ce pas l'aggraver ?

Jean VILLARS.

NEUF AVIONS ENNEMIS ABATTUS
PAR NOS CHASSEURS

(OFFICIEL). — Dans la journée du 21, l'activité de nos bombardiers s'est maintenue très grande, en dépit du temps très médiocre. Au cours d'expéditions de jour et de nuit, cinquante tonnes de projectiles ont été jetées sur les voies de communication de l'ennemi, les cantonnements et bivouacs de la vallée de la Vesle et de l'Ardre, les gares de Laon, Fismes, Berry-au-Bac, etc. Fère-en-Tardenois, encombrée de troupes et de convois, a été l'objet de bombardements très violents, à la suite desquels un immense incendie, suivi de plusieurs explosions, a été constaté. Un autre incendie s'est déclaré en gare de Fismes.

En outre, plusieurs dizaines de milliers de cartouches ont été tirées sur les troupes et sur des batteries allemandes, très actives, qui ont été réduites au silence dans la région de Courmont, Ronchères, Villeneuve.

Dans la même journée, nos équipages ont abattu neuf appareils ennemis.

LE BUTIN AU SUD DE LA MARNE

Au sud de la Marne, nous avons ramassé 400 mitrailleuses et une trentaine de canons.

UN BEL ORDRE DU JOUR
DU GÉNÉRAL GOURAUD

Au lendemain du sanglant échec de l'offensive allemande sur le front de Champagne, le général Gouraud, adressé à la 4^e armée l'ordre du jour suivant :

*Soldats de la 4^e armée,
Dans la journée du 15 juillet, vous avez brisé l'effort de quinze divisions allemandes appuyées par dix autres.*

Elles devaient, d'après leurs ordres, atteindre la Marne dans la soirée : vous les avez arrêtées net là où nous avons voulu livrer et gagner la bataille.

Vous avez le droit d'être fiers, héroïques fantassins et mitrailleurs des avant-postes qui avez signalé l'attaque et l'avez dissuadée, aviateurs qui l'avez surveillée, bataillons et batteries qui l'avez rompue, états-majors qui avez si minutieusement préparé ce champ de bataille.

LES COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

14 HEURES. — Au cours de la nuit, l'ennemi s'est borné à réagir par son artillerie au nord de l'Ourcq et entre la Marne et Reims, notamment dans les bois de Courton et du Roi.

Entre l'Ourcq et la Marne, nous avons brisé de fortes contre-attaques ennemies dans la région des Griselles et de Bézu-Saint-Germain. Nous avons maintenu partout nos positions.

23 HEURES. — AU COURS DE LA JOURNÉE, LES ALLEMANDS ONT TENTÉ PAR DES CONTRE-ATTAQUES PUISSANTES D'ENRAYER NOS PROGRES ENTRE LA MARNE ET L'OURCQ. LES TROUPES FRANCO-AMÉRICAINES ONT RÉSISTÉ À TOUS LES ASSAULTS DE L'ENNEMI ET ACCENTUÉ ENCORE LEUR PROGRESSION.

NOUS AVONS DÉPASSÉ LES HAUTEURS À L'EST DE LA CROIX ET DES GRISOLLES, CONQUIS LE VILLAGE D'ÉPIEDS ET GAGNÉ DU TERRAIN AU NORD-EST DE MONT-SAINT-PÈRE.

Entre la Marne et Reims, de durs combats se sont déroulés, qui n'ont donné aucun résultat à l'ennemi. Nous maintenons nos lignes dans les bois de Courton et du Roi.

Plus au nord, les troupes anglaises ont réalisé une avance, faisant 200 prisonniers et enlevant 40 mitrailleuses.

Au nord de l'Ourcq, et sur le front de Champagne, on signale une grande activité d'artillerie, sans action d'infanterie.

C'est un coup dur pour l'ennemi. C'est une belle journée pour la France!

Je compte sur vous pour qu'il en soit toujours de même chaque fois qu'il osera vous attaquer, et de tout mon cœur de soldat, je vous remercie.

GOURAUD.

M. CLEMENCEAU FÉLICITE
LA 40^e DIVISION

FRONT FRANÇAIS, 22 juillet. — Au cours de sa visite sur le front, le président du Conseil, qu'accompagnait le général Mordeau, son chef de cabinet, a passé en revue la vaillante 40^e division commandée par le général X...

Les troupes descendaient des lignes où, sans interruption, pendant cinquante jours et malgré de lourdes pertes, elles ont glorieusement combattu, participant avec un égal succès à l'arrêt de l'attaque ennemie et à la contre-offensive en cours.

En passant sur leur front, le président du Conseil a été frappé de l'attitude martiale de tous, officiers et soldats, dont le visage hâlé et amaigri, les vêtements déchirés et couverts de boue attestaient les rudes conditions de la vie actuelle du poilu au combat et l'apprêt de la bataille.

Mais dans les yeux de ces braves se lisait, comme à livre ouvert, la fierté d'avoir contribué au succès de la grande bataille, la confiance absolue dans les chefs qui les ont menés à la victoire, et surtout le désir ardent, malgré les fatigues endurées, de se donner entièrement et à tout moment au service de la patrie.

M. Clemenceau a vivement félicité le général X... qui lui a manifesté sa joie de commander des hommes capables de si grandes choses.

UN BATAILLON RAVITAILLÉ
PAR NOS AVIONS

FRONT FRANÇAIS, 22 juillet. — Voici un exemple de la ténacité avec laquelle nos troupes ont résisté à l'offensive allemande du 15 juillet :

Le 17, un bataillon qui avait été encerclé au cours de la poussée ennemie dans la région de Pourcy tenait toujours, mais allait manquer de vivres et de munitions. Le ravitaillement par avion fut décidé, et, quelques instants après, 200 boîtes de pain, des quantités de biscuits et plus de 250 boîtes de bœuf conservé étaient jetés à ces troupes avec un plein succès.

Le lendemain matin, l'héroïque phalange tenant toujours, elle fut ravitaillée de la même façon, mais cette fois on ajouta aux vivres une grande quantité de cartouches.

Copieusement nourri et abondamment pourvu de munitions, le bataillon put continuer à opposer à l'ennemi une résistance farouche et attendre les contre-attaques de nos troupes. Ces contre-attaques n'ayant pas tardé à se déclencher victorieusement, le bataillon fut délivré dans la soirée du 18.

LE PILLAGE ALLEMAND
EST UN MODÈLE D'ORGANISATION

FRONT FRANÇAIS, 22 juillet. — Les Prussiens s'étaient fait, en 1870, la réputation de voleurs de pendules !

Heureuse époque où la « Kultur » allemande n'avait pas encore atteint le degré de perfection auquel elle est depuis parvenue !

Après cinquante et un jours d'occupation allemande, du 1^{er} juin au 21 juillet, Château-Thierry a été repris par nos troupes. Dans quel état l'avons-nous retrouvé !

Tout d'abord, nombreuses sont les constructions qui ont eu à souffrir du feu de

l'artillerie. Quantité de maisons effondrées sous les obus ne forment plus qu'un amas de décombres. Toutefois, ce sont là des faits de guerre malheureux mais inévitables. Il n'y a rien à dire. Quant à la plus grande partie de la ville qui a échappé à la destruction, elle a été la proie des soldats et officiers voleurs de l'armée allemande.

Il n'est point possible de concevoir un pillage plus complet, une mise à sac mieux achevée. Il faut vraiment que chaque Allemand ait en lui l'âme d'un cambrioleur et le génie du brigandage pour mettre une ville dans un tel état. Certaines tribus pillardes du Maroc ou du centre de l'Afrique qui ne vivent que de pillages et de rapines et dont les opérations guerrières n'ont pour but que la « razzia » ne sont que de petits enfants à côté de leurs grands maîtres allemands. Casablanca, en août 1907, dévalisée pendant une semaine par une douzaine de tribus des plus pillardes du Maroc, ne présentait pas, lorsque les Français y débarquèrent, un spectacle de dévastation aussi complète que celui qu'offrait hier Château-Thierry.

Pas une maison, pas un magasin, pas une boutique, pas un « bouge » qui n'ait été vidé de fond en comble. Au pillage individuel s'ajoutait le pillage officiellement organisé. On sait déjà que c'est un certain lieutenant Dombrowski qui fut nommé cambrioleur en chef. Dans l'église de Château-Thierry on avait amassé, en montagne, tous les objets de cuivre et de plomb que l'on avait pu rassembler dans la ville : robinets de fontaines, boutons de portes, caseroles, tuyaux de canalisation et mille objets en métal, si précieux pour l'ennemi.

De grandes caisses, prêtes à être expédiées, contenaient du linge, du drap, des vêtements pour hommes et pour dames, jusqu'à des vêtements sacerdotaux, qui avaient fait l'objet d'un cambriolage spécial. Le temps manqua aux Allemands pour emporter ces objets.

Deux cents habitants environ étaient restés dans la ville. Les Allemands les parquèrent, pendant toute la durée de leur occupation, dans une salle d'école maternelle avec défense formelle de sortir, afin de pouvoir plus commodément dévaliser leurs maisons.

Quant aux objets qu'ils ne purent emporter à cause de leur poids ou de leur encombrement, ils furent brisés et saqués.

En résumé, sauf les quelques caisses que les Allemands n'ont pas eu le temps d'emporter, il ne reste plus une épingle dans Château-Thierry.

Il est dorénavant définitivement établi que l'Allemagne est un pays de voleurs.

DEUX « AS » ALLEMANDS
ONT ÉTÉ TUÉS

AMSTERDAM, 22 juillet. — On mande de Berlin :

Le Lokal Anzeiger relate la mort du lieutenant Friedrichs, qui appartenait à l'escadrille von Richthofen. Il prétendait avoir vingt et une victoires.

Le lieutenant Kirchstein, de la même escadrille, auquel vingt-sept victoires étaient attribuées, aurait aussi été tué.

L'ARMÉE HINDENBURG SOUFFRE
DE L'INFLUENZA

AMSTERDAM, 22 juillet. — On annonce que le médecin général von Seydel a déclaré au comité financier de la Chambre bavaroise que l'état sanitaire de l'armée allemande subit l'influence de l'épidémie d'influenza. Des cas particulièrement graves éclatent sur le territoire allemand.

DEVANT LES SÉNATEURS JUGES

ONZE TÉMOINS ONT DÉFILÉ
À LA BARRE DE LA HAUTE COUR

Tous étaient des fonctionnaires, soit du ministère de l'Intérieur soit de la Sûreté générale, soit de l'administration de l'armée.

M. Antonin Dubost fait connaître que MM. Caillaux, Millerat, Mauricius, Romain et Mme Léger protestent contre le rôle que leur attribue le rapport Pères et demandent à être entendus. Ils seront cités si le procureur général ou la défense jugent leur audition utile.

D'autre part, le président a reçu certains documents de M. Isvolsky, ancien ambassadeur de Russie en France, et du « Nid Rouge », de Lyon. Communication en sera faite à l'accusation et à la défense.

M. Moreau, ancien contrôleur général au ministère de l'Intérieur, vient à la barre. C'est lui qui avait été chargé de centraliser les documents relatifs à la propagande pacifiste. Souvent, affirme-t-il, des instructions de la Sûreté générale ont été annulées par le ministre ou son cabinet.

Quand M. Moreau apprit qu'Almeryda avait ses entrées au ministère de l'Intérieur, il fit connaître à M. Richard qu'il n'avait aucun crédit dans les milieux socialistes et syndicalistes, où l'on savait comment il vivait. On n'en continua pas moins à le recevoir.

Le témoin dit que c'est lui — et non M. Malvy — qui a envoyé les instructions

par l'intermédiaire de M. Isvolsky, dit l'ancien ministre de l'Intérieur.

Mais M. Merillon lit un télégramme de M. Isvolsky où celui-ci nie avoir vu M. Malvy au ministère de l'Intérieur et dit n'avoir pu parler au nom de M. Kerensky, puisque, sous le ministère de celui-ci, il n'était plus ambassadeur.

M. Malvy n'en maintient pas moins que M. Kerensky a énergiquement demandé le relour des Russes.

L'après-midi, la reprise de l'audience, les fonctionnaires défilent toujours.

M. Séjournant est chef du cabinet du commissaire à la Sûreté nationale. Il parle de Pogiat, qui obtenait des sursis d'expulsion et se faisait verser des sommes d'argent pour ses bons offices ; de Sorin, Espagnol francophile, objet d'un arrêté d'expulsion rapporté à la demande de Sébastien Faure et de Longuet.

Le témoin a vu le dossier Almeryda à son retour de chez M. Drioux. Il ne contenait plus que des coupures de journaux.

M. Renard, sous-chef du 2^e bureau au ministère de l'Intérieur, paraît quelque peu impressionné. Il a vu son chef, M. Moreau, désespéré par ce qui s'y passait. M. Richard, directeur de la Sûreté générale, était aussi éccœuré, mais moins que M. Moreau.

LA DÉPOSITION DE M. DUMAS

Un mouvement d'attention. M. Dumas, chef du service des renseignements à la préfecture de police, est introduit. Il confirme ses dépositions à la commission.

Il parle d'abord de Garfunkel. Celui-ci faisait le commerce des décorations et cherchait à faire réformer des mobilisés, quand une enquête fut ouverte sur ses agissements. Au brigadier de police qui alla à Asnières recevoir ses déclarations Garfunkel dit qu'il irait voir M. Malvy, avec qui il était très bien.

En ce qui concerne Almeryda, une enquête fut demandée le 14 juillet 1916 par M. Malvy. Elle aboutit à des constatations déplorables.

Le 7 septembre, M. Dumas fut reçu par M. Malvy, qui lui dit :

« Il n'y a pas grand-chose dans votre enquête, Almeryda est très souffrant. Il est venu me voir et m'a fourni des explications sur sa conduite et sur l'origine de ses ressources. Il n'est pas allé à Carthage, mais à Saint-Sébastien seulement. Contrôlez ses assertions. »

Un second rapport montra que les assertions d'Almeryda étaient inexactes.

Le témoin parle plus loin de Cochon, directeur vers mai 1917 ; on le charge de le faire arrêter. Le 10, il apprend l'adresse du célèbre démissionnaire. Il en informe M. Maunoury, qui lui dit : « Attendez, revenez ce soir ! »

Le soir, M. Maunoury lui dit : « On n'arrête pas Cochon ! », et, montrant son tiroir, il ajoute : « J'ai là de quoi embêter M. Malvy. »

Le témoin déclare ne savoir comment des rapports de commissaires de police portant le cachet de la préfecture de police ont pu parvenir à M. Léon Daudet.

Plus loin, à la demande de M. Guillier, il est donné lecture du rapport Dumas sur Almeryda. Il y est dit ce que l'on sait sur la vie fastueuse de celui-ci et ses relations suspectes.

La déposition de M. Chiappe, chef de bureau au ministère de l'Intérieur, est favorable à M. Malvy. Le témoin déclare, en effet, que sur les instructions de M. Malvy il fit, avec M. Leymarie, tous ses efforts pour réprimer la propagande pacifiste.

M. Paoli, secrétaire général de la préfecture de police, ne peut apporter des renseignements que sur la mise en liberté d'une certaine d'extrémistes arrêtés le 4 août 1914, à la suite de certains désordres à Paris et en banlieue, sous la prévention de formation d'association de malfaiteurs.

Ces individus, sauf deux, furent relâchés sur l'intervention d'Almeryda, accrédité auprès de M. Hennion par le directeur de la Sûreté générale, qui disait de lui faire confiance.

Le témoin dit que M. Hennion connaissait depuis longtemps Almeryda par son dossier. Mais il s'inclina devant l'intervention du ministre de l'Intérieur.

Sur une question de M. Malvy, M. Paoli reconnaît que certaines des personnes arrêtées furent relâchées sans avoir été recommandées par Almeryda.

Pourquoi, demande M. Delahaye, n'aurait-on pas arrêté ceux des cent individus qui figuraient au carnet B ?

Parce que les instructions du ministre de l'Intérieur s'y opposaient.

M. Goubet, contrôleur de l'administration de l'armée, rappelle qu'il a déclaré à la commission qu'il n'estimait pas fondées les accusations contre M. Malvy se rapportant à l'affaire du Chemin des Dames et aux incidents de Cœuvres. Jamais, d'autre part, dans l'organisation des enquêtes de contre-espionnage, il n'éprouva, de la part de M. Malvy, ni difficulté ni résistance.

S'il avait voulu être un traître, dit-il, il aurait pu servir l'ennemi, car il connaissait tous nos agents. Or, aucun d'eux n'a jamais été « brûlé » par des renseignements venant de France.

Le témoin réplique ce qu'il a déjà dit au procès du Bonnet Rouge sur les conditions dans lesquelles il restitua le cheveu Duval. Il explique que le deuxième bureau du gouvernement militaire de Paris a été modifié en plein accord entre le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Guerre d'alors, le général Gallieni.

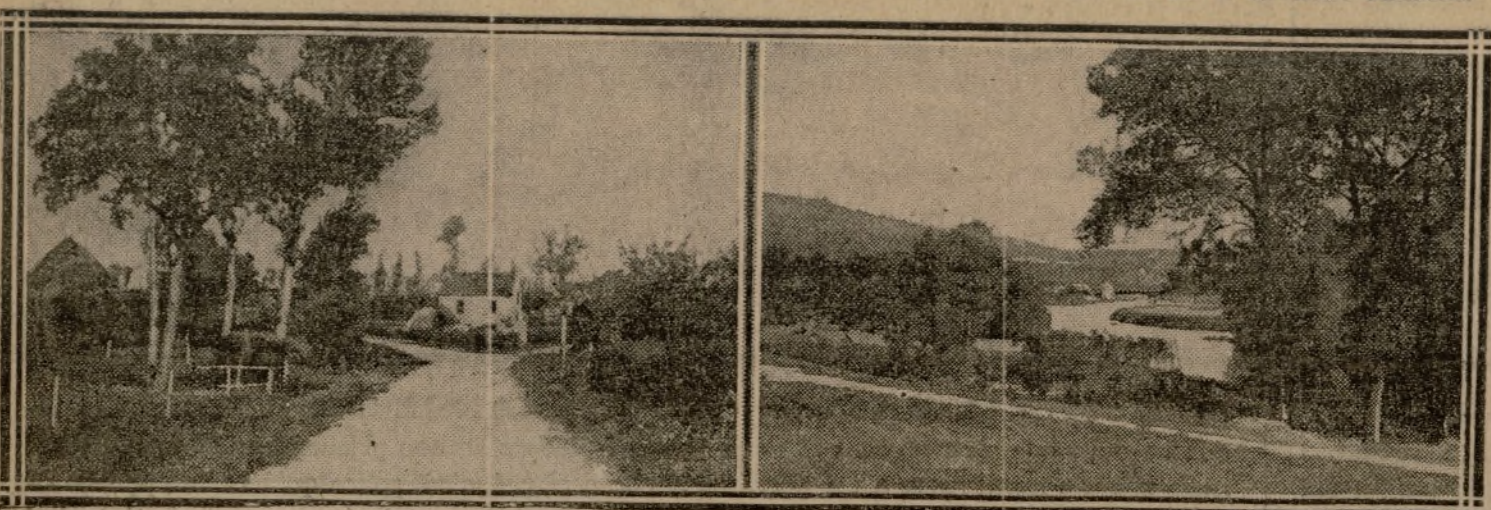
La fin de la déposition du colonel Goubet a lieu à huis clos. A la demande de M. Bepmale, le témoin doit expliquer, en effet, dans quelles circonstances il avait songé à faire arrêter M. Léon Daudet.

M. Goubet et le directeur de l'Action Française seront d'ailleurs confrontés.

Leopold BLOND.

Brochure envoyée franco
P. 618, 53, rue de Rivoli, Paris

SITUATIONS



LA ROUTE DE NEUILLY-S-FRONT A BÉZU S-GERMAIN

LA MARNE DANS SA TRAVERSÉE A MONT-SAINT-PÈRE

LES CONTES D'EXCELSIOR

LE JOUET BRISÉ

PAR ANDRÉ REUZE

De toutes les amies de ma sœur, celle que je préférais s'appelait Berthe. En évoquant, tant d'années après, son charmant visage, je suis surpris de lui en découvrir un autre, de la voir telle qu'elle devait être : une très délicate et très douce enfant de quinze ans, pâle sous de lourds cheveux blond vénitien, souriante mais quelquefois aussi muette et réfléchie, avec de grands yeux bleus cerclés de mauve.

A ce moment-là, Berthe était pour moi une grande jeune fille plus jolie que toutes les dames des tableaux et des statues, une sorte de sainte un peu taquine qui penchait sa figure angélique sur mes six ans pour faire danser du bout des doigts les ressorts de mes boucles blondes.

Je pensais : — Quand je serai grand, que j'aurai fait ma communion, je me marierai avec elle et je l'emmènerai à l'Afrique.

L'Afrique, terre de mes rêves, était un pays violet. Je l'avais vu sur l'atlas de ma sœur Denise.

Tout ce qui est violet, m'avait-elle expliqué, c'est l'Afrique, et ce qui est d'un bleu verdâtre, autour, c'est la mer.

Je connaissais bien la couleur de la mer : je la voyais tous les jours ; mais un pays où la boue des chemins elle-même devait être violette, quelle merveille !... Tout autre eût été indigne de celle à laquelle je voulais consacrer ma vie.

Berthe venait jouer sur la plage, et nous l'y rencontrions fréquemment. Volontiers elle abandonnait ses amies pour s'occuper de moi.

— Dis-moi, Papa, — elle m'appelait toujours ainsi — quelle profession choisiras-tu quand tu seras grand ?

— Je veux être général !
— Général... Seulement ?
— Oh ! non ; après, quand je serai en retraite, je me ferai cantonnier.

Parmi les emplois civils, celui de cantonnier m'apparaissait enviable entre tous depuis que j'avais vu un homme masqué casser tranquillement des pierres roses sur une route ensablée.

A quelque temps de là, on m'emmena passer le mois de septembre à la campagne, chez mon grand-père ; près de Loudéac. Tandis que nous montions une longue côte en voiture, après le village de Merdrignac, ma mère me dit :

— Regarde à gauche, là-bas, très loin, cette grande forêt qui a l'air de se trouver dans le brouillard : c'est la forêt de Paimpont.

— Et tu sais, assura ma sœur Denise, il y a encore des loups dedans.

Je regardais avec stupeur. J'avais entendu parler de cette forêt fameuse, la plus grande de Bretagne, l'antique Brocéliande, qu'habitait l'enchantement Merlin et la fée Viviane, mais, à ce moment, ce n'était pas son caractère légendaire qui m'émouvait. La forêt apparaissait violette, étendant, par delà les landes chaudes qui sentaient bon l'ajonc sec, le genêt et la bruyère, une succession d'immenses nappes semblables à des collines basses d'un noir bleuté d'abord et qui se dégradèrent jusqu'au mauve pâle dans la brume où le regard les perdait.

— Sûrement, pensai-je, c'est le commencement de l'Afrique, c'est là que nous irons vivre, Berthe et moi. S'il y a des loups, je les tuerai, voilà tout.

Et jusqu'à la fin des vacances, je demandais souvent à mon grand-père de me monter au grenier, car d'un lucarne on apercevait par temps clair la forêt attirante.

Le vent d'octobre abattait toutes les feuilles quand nous quittâmes la campagne. Il faisait froid au bord de la mer, et je restai plusieurs semaines sans voir ma grande amie.

Berthe est malade, dit ma sœur un midi au déjeuner, elle ne vient plus en classe. J'irai lui porter des fleurs jeudi.

Le soir, j'appris que Berthe toussait beaucoup. Elle avait recommandé plusieurs fois d'embrasser Papa.

Il fit très froid cet hiver-là. Les corbeaux venaient chercher leur nourriture jusqu'en ville dans les jardins. Mon frère Gérard en blessa un avec sa carabine. J'allai voir le sang sur la neige.

Très souvent, ma sœur nous donnait des nouvelles de Berthe. Elle toussait toujours, elle avait beaucoup maigri. A chaque fois, maman hochait la tête. Je ne comprenais pas pourquoi.

Et puis l'hiver passa, et après le dégel on me permit de retourner dans le jardin. Jamais je n'avais été aussi heureux de voir le soleil.

— Avec ce beau temps, me disais-je, Berthe sera vite guérie.

Elle ne se levait pas encore. Le docteur la soutenait avec des pigures. Des pigures, cela devait faire mal. Je l'aurais battu, ce docteur.

Un matin, un beau matin d'avril tout rose de pommiers en fleurs, tout bruisant de pépiements d'oiseaux, je me trouvais seul dans la tonnelle au fond du jardin. Je jouais avec un mouton que l'on venait de me donner, un mouton blanc, frisé, à cornes dorées, magnifique. Les fenêtres du salon étaient ouvertes, et j'entendis qu'on parlait. Il y avait là ma mère et la vieille cousine Eugénie. Je ne m'empressais jamais d'aller dire bonjour à la cousine Eugénie, qui avait les joues rugueuses et me demandait de lui réciter les capitales de l'Europe, mais je compris le nom de Berthe, et j'écoutai.

— Il paraît qu'elle a beaucoup souffert, disait la cousine Eugénie.

Et maman répétait : — C'est affreux pour sa pauvre mère.

Alors je me mordis la lèvre bien fort, bien fort, mais les larmes montaient à mes yeux, je ne pouvais les arrêter, j'étouffais, et j'éclatai si bruyamment en sanglots que maman apparut à la fenêtre.

— Qu'est-ce qu'il y a ? Qu'est-ce que tu as ?

Déjà elle accourait, suivie de la cousine. Il faudrait s'expliquer, raconter mes projets de mariage et de départ...

Je regardai autour de moi, je vis le mouton à terre, et, d'un coup de talon, je lui cassai une patte.

— Qu'est-ce que tu as, mon chéri ? T'es-tu fait mal ? Oh ! Eugénie, voyez donc comme il pleure : il est tout angoissé.

Maman me serrait contre elle. Je ne pouvais plus parler. Je montrai mon jouet brisé.

— C'est pour ça... Tu as cassé ton mouton... Ne pleure plus, mon chéri, nous en achèterons un autre.

Le plus fort est que cette assurance me consolait. Heureux âge qui n'a besoin que de tendresse !...

André REUZE.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATINLES AVIONS ANGLAIS
ONT DÉTRUIT A TONDERN
TROIS ZEPPELINS

Le hangar abritant les trois monstres et une grande quantité de matériel a été atteint par neuf bombes.

LONDRES, 22 juillet. — Selon une dépêche reçue de Hellerup, des témoins du raid aérien britannique sur Tondern déclarent que neuf bombes atteignirent un vaste hangar, détruisant trois zeppelins et une grande quantité de matériel. L'incendie dura une demi-heure.

Les troupes américaines
ont franchi la Marne

OFFICIEL AMÉRICAIN (21 heures). — Hier soir nos troupes, continuant leur avance en liaison avec les Français au sud de l'Oureq, ont traversé la route Soissons-Château-Thierry, entre l'Oureq et La Clignon, et atteint la route Bézu-Epiéds-Chartèves.

D'autres unités américaines ont traversé la Marne, en partant de positions au sud de la rivière, et occupé des villages que l'ennemi a abandonnés en grande hâte, ainsi qu'en témoigne l'état où nous les avons trouvés.

CINQ AVIONS ENNEMIS ABATTUS
PAR LES BRITANNIQUES

(OFFICIEL BRITANNIQUE). — Le 21 juillet, un vent très violent et des nuages bas ont presque complètement empêché tout vol, sauf sur une toute petite partie du front. Quelques appareils ont néanmoins pu jeter des bombes sur quelques objectifs, notamment sur une gare de chemin de fer, où un train de munitions a été atteint de plein fouet. Cinq appareils ennemis ont été descendus en combats aériens ; quatre de nos appareils manquent.

Après le crépuscule, le ciel s'est éclairci, et il a été possible à nos avions de bombarder de nuit d'accomplir des raids sur la plus grande partie du front : treize tonnes de bombes ont été lancées sur les gares de chemin de fer de Seclin, Menin, Lille et Cambrai. Un de nos appareils n'est pas rentré.

LE CONTRE-TORPILLEUR "MARNE"
COULE UN SOUS-MARIN

(OFFICIEL BRITANNIQUE). — Par une heureuse coïncidence, le même jour où les Allemands étaient contraints de repasser la Marne, le contre-torpilleur Marne coula un sous-marin allemand.

LES TRAINS-HOPITAUX AMÉRICAINS

Le corps expéditionnaire en France a équipé et organisé seize trains-hôpitaux. Chaque train se compose de seize grands wagons construits d'après les plans du colonel Percy Jones, chef de l'U. S. A. Ambulance Service. Chaque train peut emporter 541 blessés de toute sorte, ou 340 seulement, si tous ces blessés sont obligés de voyager étendus. Ces trains-hôpitaux ont rendu déjà les plus grands services. L'armée anglaise, durant les dernières batailles, en a emprunté trois à l'Ambulance Service, pour le transport de ses blessés.

Au début de la récente offensive allemande, l'état-major américain a envoyé sur le front quelques milliers d'ambulanciers qui ont ramené des blessés français et américains de la ligne de feu à Paris, avec une avance de deux à trois heures sur le temps prévu pour leur voyage.

Dans les hôpitaux de Paris on ne compte que quelques centaines de blessés américains. Les hommes le plus sérieusement atteints sont amenés dans des hôpitaux du Sud de la France, ou dans les ports d'embarquement pour les États-Unis. Cette méthode a été reconnue la meilleure et la plus propre à éviter tout encombrement.

LES NEUTRES GERMANOPHILES
RECONNAÎTSENT
LES SUCCÈS DES ALLIÉS

LONDRES, 22 juillet. — On mande de Stockholm à l'agence Reuter : « Pour la première fois, la presse suédoise germanophile n'essaie pas de diminuer l'importance de l'avance des Alliés. Les énormes manchettes du Stockholm Dagblad et de la Svenska Dagbladet déclarent que les revers allemands augmentent. »

La Roumanie reste en état
de siège

JASSY, 22 juillet. — Malgré la ratification du traité de paix, un décret vient de proroger l'état de siège, sans limitation de durée, sur tout le territoire roumain.

LES COMMISSAIRES DU PEUPLE
APPROUVENT L'EXÉCUTION
DE L'ANCIEN TSAR NICOLAS II

L'Allemagne, par l'organe d'un journal officiel, veut se disculper de toute complicité.

STOCKHOLM, 22 juillet. — Un radiotélégramme émis de Tsarskoïé-Selo, le 21 juillet, et signé par le commissaire du peuple Tchitcherine, confirme l'exécution de l'ex-tsar Nicolas II.

Ce document est ainsi libellé : « Un complot contre-révolutionnaire dont le but était de placer à nouveau Nicolas Romanof sur le trône ayant été découvert à Ekaterinenbourg, grâce à de nombreux documents s'y rapportant qu'on a saisis, le Soviet régional de l'Oural, en raison du danger qui menaçait la Révolution, ordonna de fusiller Nicolas Romanof, ce qui fut fait le 16 juillet. »

Le bureau du comité exécutif central des Soviets de toute la Russie, ayant examiné la communication reçue d'Ekaterinenbourg, a approuvé la décision. »

UN MOT ÉTRANGE
D'UN JOURNAL OFFICIEUX

L'assassinat de Nicolas II est aujourd'hui confirmé par le Soviet de Moscou lui-même. Il ajoute qu'il a ratifié la sentence du Soviet de l'Oural. Or, à Berlin, un journal très officiel, le Berliner Lokal Anzeiger, croit devoir insister sur le fait que l'exécution a été décidée et accomplie à l'insu du pouvoir bolchevik.

Serait-ce donc que le gouvernement impérial, qui entretient de si bons rapports avec Lenine et Trotsky, craint d'être éclaboussé par le sang de l'ancien tsar ? Et pourquoi s'empresse-t-il de rejeter si vite, quand personne ne l'accuse, l'odieuse idée de complicité dans cet assassinat ?

Des précautions comme celle du journal berlinois feraient penser qu'on envisage bien des choses à Berlin à la suite de la disparition de Nicolas II. Le Lokal Anzeiger conclut de cet événement qu'il n'y a plus aucune sécurité en Russie et que l'Allemagne doit suivre la situation orientale de très près.

L'ambassadeur von Hintze préparerait-il une combinaison de sa façon ?

LE PEUPLE RUSSE NE CROIT PAS
A LA MORT DE L'ANCIEN TSAR

PETROGRAD, 22 juillet. — La nouvelle de l'exécution de l'ex-tsar Nicolas II a provoqué une émotion extraordinaire dans le peuple.

Mais, dans son immense majorité, la foule se refuse à croire à la mort de l'ancien tsar. Dans certains milieux on a l'impression que le bruit de sa fin tragique a été répandu dans un but politique.

Les Soviets adoptent
une nouvelle Constitution

STOCKHOLM, 22 juillet. — On mande de Moscou :

La nouvelle Constitution russe, ayant été adoptée par le cinquième Congrès des Soviets, a été définitivement rédigée en détail et publiée par le Comité central exécutif.

Le pouvoir suprême appartient au Congrès des Soviets et, dans les intervalles des sessions, au Comité central exécutif.

Les changements à la Constitution et la ratification des traités de paix appartiennent au Congrès.

Le pouvoir local appartient aux Soviets locaux.

Tous les travailleurs, les paysans et les soldats sont électeurs et éligibles.

Le Japon délibère

LONDRES, 22 juillet. — On mande de Tokio au Times, à la date du 17 juillet :

Les conférences du cabinet et du conseil diplomatique ont continué aujourd'hui. Le parti de l'opposition Sei-Yu-Kai céderait et accepterait les propositions du gouvernement, qui interdit à la presse de signaler les mouvements de troupes.

Une démarche menaçante
de l'Allemagne à Stockholm

STOCKHOLM, 22 juillet. — Le ministre d'Allemagne vient de faire une démarche auprès du gouvernement suédois pour lui annoncer qu'à la suite de la décision prise par ce dernier de restreindre ses exportations vers l'Allemagne le gouvernement impérial se voit obligé de prendre des mesures particulières pour assurer la sauvegarde de ses intérêts.

LE FRONT ITALIEN
VU D'UN OBSERVATOIRE
DE CORPS D'ARMÉE

Le commandement suprême nous communique quelques documents inédits sur l'héroïsme des troupes françaises.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL SUR LE FRONT ITALIEN]

Je suis monté, ce matin, avec une puissante auto, jusqu'à un « observatoire de corps d'armée ». La route tournant en lacets nous a permis de gagner cette hauteur vertigineuse. La guerre dans ce décor a des aspects qu'on ne soupçonnait pas.

Nous avons rencontré, pendant notre ascension, des fantassins français qui étaient des parapets aux flancs de la route, sur des abîmes de 800 mètres de profondeur. Plus loin, des Tcheco-Slovaques poussaient des trains chargés de bois. Sur nos têtes, le long des câbles, glissaient des wagonnets avec leurs chargements d'hommes et de matériel. Le spectacle de ce voyage dans le vide vous procure une impression d'admiration et de terreur qui est voisine du vertige.

Quatre officiers, si jeunes qu'ils ne donnent pas un siècle à qui totalise leur âge, nous ont reçu sur la cime et nous ont fait les honneurs de cet observatoire. Ils nous montraient, heureux, leur petit royaume de quelques mètres carrés. De là, le regard plonge sur des espaces infinis... A notre droite, dans la plaine, l'Adige, brillant comme une lame, baigne Ala la Coquette, depuis deux ans italienne. Toujours de ce côté, se perdent dans les nues le Passo di Buole et le Coni Zugna, dont le sol rougeâtre permet d'évoquer le sang italien qui les a conquis.

Devant nous, Rovereto et Mori attendent, vidés de leur population. Toutes les dix minutes un obus italien de 210 tombe sur une des petites villes, et nous pouvons observer, à l'aide de longues-vues, les ruines qu'il y cause, cependant qu'au-dessus d'elles le Biarna, tenu par l'ennemi, se venge en bombardant Ala, qui ne sera jamais plus autrichienne. C'est ce colosse qui empêche la marche en avant des troupes royales vers Trieste et le Trentin.

A notre gauche, enfin, nous apercevons les hauts profils du mont Altissimo (2.070 mètres) et du massif de Monte Baldo, aux mains des Italiens depuis le commencement de la guerre, après plusieurs semaines de luttes épuisantes.

Aujourd'hui les deux colosses, puissamment fortifiés, braquent les gueules énormes de leurs canons vers le Haut-Trentin, comme s'ils étaient là pour rappeler que les eaux d'azur du lac dans lesquelles se mirent les cimes glorieuses ne s'appellent jamais : Garda-See comme le voudraient les Allemands, mais toujours : Lago di Garda, comme le veulent les Italiens.

Gino-G. ZUGGALA.

P.-S. — Je dois à la courtoisie du commandement suprême italien la communication de ces quelques documents qui prouvent, une fois de plus, l'héroïsme des troupes françaises pendant la grande bataille dernière sur le haut plateau d'Asiago (15-19 juin 1918).

Front français. — Les troupes françaises attendaient avec impatience le choc ennemi. Cet enthousiasme est prouvé par les pertes relativement faibles, mais subies presque toujours au cours d'épisodes de valeur magnifiques : mitrailleurs et artilleurs tombés sur leurs pièces ; officiers d'état-major tués ou blessés à leurs postes de combat ; voltigeurs frappés, leurs officiers en tête, au moment où ils couraient à l'attaque ; le chef d'escadron M... aide de camp du... d'infanterie, frappé mortellement au commencement de l'action et auquel le colonel fit rendre les honneurs militaires et le salut du drapeau au moment où les brancardiers l'emportaient.

En outre, le 15 juin, à 7 h. 30, l'ennemi, ayant pénétré dans les bois situés sur l'aile droite britannique, essaya d'avancer sur les pentes de San-Sisto : les éléments de l'extrême gauche française tiennent rapidement tête et, renforcés par un peloton d'une compagnie qui accourt, contre-attaque avec une vigueur exceptionnelle, l'arrête et empêche toute nouvelle avance des Austro-Hongrois.

G.-G. Z.

M. de Seidler démissionne
à nouveau

AMSTERDAM, 22 juillet. — Le Tageblatt apprend de source privée que M. de Seidler a, de nouveau, remis sa démission.

On croit, dans les cercles du Reichsrat que, cette fois, l'empereur acceptera cette démission. On parle d'un ministère de transition.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front britannique

(22 juillet.) — 13 HEURES. — Nos troupes ont encore gagné quelque terrain, hier, au sud-est d'Hébuterne. Une attaque ennemie exécutée à la grenade, dans cette région, a été repoussée ; nous avons capturé quelques prisonniers.

La nuit dernière, en coopération avec les troupes françaises, nous avons exécuté avec succès une petite opération au sud de Villers-Bretonneux, capturant quelques prisonniers et des mitrailleuses.

Pendant la nuit, nos patrouilles ont pénétré dans les tranchées ennemies à Neuville-Vitasse, à Calonne-sur-la-Lys et au nord de Bailleul, ramenant des prisonniers. Un raid ennemi dans ce dernier secteur a été repoussé.

L'artillerie allemande a été active dans le secteur de Locre.

(22 juillet.) — 22 HEURES. — En dehors d'une certaine activité de l'artillerie ennemie en différents points, particulièrement au sud d'Arras et à l'est de la forêt de Nieppe, il n'y a rien à signaler sur le front britannique.

Front italien

(22 juillet.) — L'activité de l'artillerie ennemie a été efficacement contre-battue par la nôtre dans la région du Tonale, dans le val de la Brenta et sur la Nouvelle-Piave.

Nos batteries ont exécuté ça et là des tirs de harcèlement, dispersant des travailleurs dans la zone du mont Cevedalo et des colonnes de camions le long de la Piave.

Une de nos patrouilles en reconnaissance à Sella-Tonale a capturé une mitrailleuse.

Deux avions ennemis ont été abattus au cours de combats aériens.

ALBANIE. — Nos troupes continuent à progresser dans l'arc du Devoli.

Une centaine de prisonniers et sept mitrailleuses ont été capturés.

Front de Macédoine

(21 juillet.) — Activité d'artillerie réciproque sur la basse Struma, à l'ouest du Vardar, au Skra di Legen et dans le secteur serbe.

Sur la Struma, une reconnaissance grecque a dispersé un détachement bulgare et ramené 6 prisonniers.

Au nord du Devoli, nos troupes ont enlevé, avec un élan magnifique, les positions autrichiennes adossées à la rivière Holta et capturé 100 prisonniers, dont 3 officiers, et 6 mitrailleuses.

Les avions alliés ont exécuté plusieurs bombardements dans la région de Sérès et dans celle de Pogradec.

UNE ALERTE DIURNE
DANS LA RÉGION PARISIENNE

Hier matin, des coups de canon ont été tirés contre des avions ennemis qui avaient franchi les lignes.

Les Parisiens ont entendu, hier matin, à deux reprises, des coups de canon dans la région nord et de la région ouest de la banlieue. Ces tirs étaient motivés par la présence d'avions ennemis de reconnaissance qui avaient franchi les lignes et s'étaient dirigés vers Paris.

Des tentatives analogues sont à prévoir. Au cas où elles se renouvelaient, la population parisienne ne devra pas s'en alarmer.

Un discours de lord Derby

LONDRES, 22 juillet. — Lord Derby, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, a présidé aujourd'hui la réunion annuelle de la Chambre de commerce de Liverpool. Il a prononcé à cette occasion un discours sur la France et l'Angleterre.

Ma visite à Liverpool, a-t-il dit, a lieu à cette heure qui est de bon augure pour les Alliés.

Lord Derby a invité néanmoins ses auditeurs à ne pas s'exagérer les avantages obtenus et à ne pas se croire trop tôt près du but final.

Passant ensuite à la question de l'entente réciproque de la France et de l'Angleterre, il a déclaré que, dans l'ensemble, ces deux pays se comprennent et s'estiment.

À l'heure actuelle, dit-il, la France est animée d'excellents sentiments envers l'Angleterre et d'une foi profonde en tout ce que fait notre pays pour terminer la guerre par la victoire.

Cependant lord Derby a fait remarquer que certains Anglais, dans leur désir d'intensifier encore l'effort britannique, se sont plu à rapetisser la grande tâche qu'accomplissent la flotte et l'armée britanniques.

Nous savons fort bien, poursuit-il, ce qu'il faut penser de semblables déclarations, mais il n'en est pas toujours de même dans les autres pays ; on nous prend au mot et nous sommes ensuite fâchés. La France cependant se rend pleinement compte aujourd'hui de l'effort de l'Angleterre ; il faudrait peut-être que notre population se rendit compte elle-même plus vivement de ce qu'a souffert la France dévastée par l'ennemi et dont les villes occupées par les Allemands sont bombardées par nos propres aviateurs.

Le personnel de la Seine
touchera cinq francs
d'indemnité de vie chère

Après une longue journée de discussions, le Conseil municipal et le Conseil général de la Seine ont, hier, fait droit à la réclamation présentée par le personnel de la Ville, de la Préfecture de la Seine, des administrations annexes ou assimilées et le personnel des transports, dont l'indemnité de vie chère vient ainsi d'être relevée de 3 à 5 francs par jour.

Pour les auxiliaires, l'indemnité est calculée à raison de 6 francs par journée de présence.

La dépense pour la Ville est d'environ 33 millions et sera gagée par l'établissement de 40 centimes additionnels.

Sur la proposition de M. Delavenne, il a été également voté un relèvement d'indemnité au profit des sapeurs-pompiers.

Les débats du comité secret
seront-ils publiés ?

Cet après-midi, à l'ouverture de la séance de la Chambre, MM. Bedouce, Renaud et Ernest Lafont déposeront, au nom du groupe socialiste, une proposition de résolution demandant au gouvernement d'autoriser la publication au Journal Officiel du compte rendu sténographique des débats du comité secret de fin juin 1917.

Les auteurs de la proposition font observer que le rapport et le réquisitoire dont le Sénat vient d'entendre la lecture ont fait connaître les éléments les plus confidentiels de ces débats. Aucun souci de défense nationale ne peut donc, selon eux, être invoqué contre une publication impartiale et complète du compte rendu des interpellations relatives à l'offensive du 16 avril 1917.

NOUVELLES BRÈVES

— Hier, la Chambre des députés roumaine a voté, à l'unanimité moins deux voix, la mise en accusation du cabinet Jean Brătianu et a désigné une commission munie des pouvoirs d'enquête.

— A son retour du front australien, la mission française en Australie a été présentée au président de la République. Cette mission, qui comprend MM. Métin, le général Pau, André Siegfried, Eder, Gravier, Corbière, Motte, Mathieu, etc., s'est mise en route pour l'Australie.

— Le docteur Vincent, le nom du gouvernement français, a remis au gouvernement grec le matériel complet d'un hôpital français.

— M. Franklin Roosevelt, secrétaire adjoint de la Marine des États-Unis, est arrivé à Londres en tournée d'inspection.

— On télégraphie de Berlin que le kaiser a conféré l'ordre de l'Aigle rouge de première classe à M. de Kühlmann.

LAIT
CONCENTRÉ

SUCRÉ
et
SANS SUCRE

NESTLÉ

En Vente
partout

LA
MARQUE
PRÉFÉRÉE

